

## →→→ *Les femmes doivent se mobiliser...*

Mais la « gauche », qui devrait arriver au pouvoir, répondra-t-elle aux attentes et aux besoins des femmes ? Le collectif *Féministes en mouvement* qui rassemble de nombreuses associations sous l'égide d'*Osez le féminisme* a lancé un appel avec dix mesures prioritaires pour atteindre l'égalité, avec lesquelles nous ne pouvons qu'être d'accord. Il semble cependant que ce collectif se soit limité dans ses ambitions. Peut-être pour ne pas trop heurter le PS qui, comme Hollande l'a promis, s'apprête à faire de l'austérité son maître mot. Pourtant, l'expérience de 1981 a montré que sans notre mobilisation, nos revendications essentielles seront sacrifiées.

Pour une réelle égalité entre hommes et femmes, nous devons nous orienter vers une rupture avec la logique des marchés et du profit. Il faut revoir tous les dispositifs sur la santé et pas simplement augmenter le nombre de CIVG. Il faut des embauches massives pour enrayer le chômage et pour répondre aux besoins de la population en services publics de santé, d'éducation, de transports, de logements... Il faut une réduction massive du temps de travail, sans annualisation, avec des contrats à temps complet. C'est la seule façon d'imposer une réelle répartition des tâches ménagères et familiales, d'avancer vers une société plus redistributive, plus égalitaire, où chacune puisse s'épanouir.

Ces choix de société devront être imposés, nous le savons. Et pour cela, nous avons besoin d'un mouvement féministe unitaire et pluraliste, indépendant de l'État, des partis politiques, des syndicats et des pouvoirs religieux et dont la priorité sera de défendre les intérêts des femmes qui veulent remettre en cause l'oppression patriarcale ; et, parmi elles, tout particulièrement celles qui subissent à la fois l'oppression de classe, de genre et le racisme. ■

## *Crise : Les femmes dans le chaudron européen*

Les gouvernements d'Europe, avec l'appui du FMI, ont pris prétexte de la crise de la dette publique pour démanteler ou tenter de démanteler les acquis sociaux obtenus par les salarié.es et les chômeurs depuis plusieurs décennies. Si les politiques d'austérité concernent à des degrés divers tous les pays de l'Union européenne, elles touchent pour l'instant, sous leurs formes les plus violentes, des pays où le droit à l'emploi des femmes est, encore moins qu'ailleurs, reconnu comme une évidence, et toujours considéré comme subordonné à leur rôle familial. C'est le cas des pays d'Europe du Sud, la Grèce, l'Espagne, le Portugal, l'Italie, mais aussi de l'Irlande ou de la Grande-Bretagne. À l'autre extrémité des modèles économiques européens, c'est aussi le cas en Allemagne, pays non endetté mais où une politique très brutale d'austérité salariale et de précarisation de l'emploi a été menée depuis plusieurs années par les différents gouvernements, fragilisant encore plus la situation des femmes dans une société où l'absence de services publics de la petite enfance et l'idéologie patriarcale les empêchent d'accéder à l'autonomie.

Aujourd'hui, les politiques néolibérales menées en Europe ont des conséquences plus dures pour les femmes, à différents titres. Elles sont majoritaires parmi les travailleurs qui touchent le salaire minimum – quand il en existe un – et donc la diminution de celui-ci, de 22% en Grèce, les pénalise tout particulièrement. Leur situation est encore pire quand elles sont à temps partiel : les emplois à temps partiel ont vu leur nombre exploser en Allemagne au cours de la dernière période, et une disposition du dernier plan d'austérité adopté en Grèce prévoit pour tous les emplois la possibilité de passage à temps partiel sur décision de l'employeur. Si, au début de la crise en 2008, le chômage a frappé davantage les hommes en raison des licenciements dans des secteurs majoritairement masculins (bâtiment, automobile, finance), ce n'est plus le cas aujourd'hui : le taux de chômage des femmes dans la plupart des pays tend à redevenir supérieur à celui des hommes :

elles sont non seulement victimes des licenciements et des délocalisations dans différents secteurs mais aussi des effets directs de la précarité comme le non-renouvellement des CDD. Elles sont spécifiquement exposées à la remise en cause des systèmes d'indemnisation du chômage (seule la moitié des femmes au chômage y a accès en Allemagne) et à la diminution des pensions de retraite, alors que dans tous les pays d'Europe elles touchent déjà des retraites largement inférieures à celles des hommes.

Enfin, les femmes sont particulièrement touchées par les coupures dans les dépenses publiques et le démantèlement des services publics. Elles le sont comme salariées – majoritaires dans les emplois, surtout du bas de l'échelle, de l'éducation, de la santé, des administrations : tous ces secteurs connaissent des suppressions d'emplois massives comme en Grèce, des diminutions de salaires parfois avec augmentation du temps de travail comme en Espagne. Elles le sont comme usagères, en raison de la division sexuelle et sociale du travail qui fait peser sur elles la quasi-totalité des tâches et des responsabilités familiales : elles payent ces dégradations des services publics d'une augmentation de leur charge domestique et parentale et d'une dégradation du partage des tâches.

Pourtant des résistances existent. À l'initiative de militantes du réseau grec de la *Marche mondiale des femmes*, l'« Initiative des Femmes contre la Dette et les Mesures d'Austérité » à Thessalonique, capitale de la Grèce du Nord, a inauguré sa première apparition publique en organisant une manifestation pour le 8 mars 2011. En Italie, des mouvements féministes sont passés de la révolte contre les gouvernements Berlusconi et l'image des femmes dans les médias, à la mobilisation contre les politiques d'austérité du gouvernement Monti. En Espagne, en Grande-Bretagne, au Portugal, les femmes sont massivement de toutes les grèves et les manifestations contre l'austérité. Reste à fédérer ces résistances... ■